

FAIBLE DISPONIBILITÉ DU HAUT DÉBIT

Benhamadi met en cause «l'absence de stratégie»

La faible disponibilité du haut débit en Algérie n'est pas due à une situation de monopole mais à l'absence d'une stratégie «claire» et d'un manque d'encouragement des opérateurs privés. L'aveu est de Moussa Benhamadi.

Nawal Imès Alger (Le Soir) - Le ministre de la Poste et des Technologies de l'information s'est voulu formel : la situation de monopole n'est pas du fait d'Algérie Télécom mais résulte de «l'absence d'une stratégie claire» qui n'a pas encouragé les opérateurs privés à investir le créneau.

Moussa Benhamadi expliquant son propos, ajoute que l'opérateur historique n'est en rien responsable de cette situation puisque la situation de monopole s'est de fait imposée mais que rien n'empêchait les opérateurs intéressés de se lancer dans le créneau puisque la loi les autorise à postuler à des licences pour le téléphone fixe.

Il citera à ce titre l'exemple de Lacom, une expérience qui avait tourné court mais, dit-il, aujourd'hui, d'autres voies sont à explorer comme le Wimax.

D'ailleurs, la commission nationale de large bande, haut et très haut débit, aura à réfléchir à tous ces aspects. Ses membres auront à formuler des propositions entrant dans le cadre du

projet plus global de l'e-Algérie pour une vision nationale. Le ministre du secteur affirme que toutes les compétences sont appelées à faire part de leurs propositions dans le cadre de cette commission.

Cette dernière devra élaborer les mesures réglementaires à mettre en place pour améliorer la généralisation du haut débit, la

mise en place d'une stratégie, de réfléchir aux questions d'intégrité des réseaux et leur sécurité. Cette même commission aura à formuler des propositions pour l'optimisation de la fibre optique.

Le message du directeur de l'Union internationale des télécommunications (UIT) ne souffre en ce sens aucune ambiguïté : il recommande à l'Algérie d'encourager la concurrence, de faire baisser les prix et de créer un environnement propice à l'investissement.

N. I.



Moussa Benhamadi.

Photo : Samir Sidi

SELON LE SYNDICAT

Le cadastre national connaît un retard

L'Agence nationale du cadastre risque de ne pas honorer, dans les délais impartis, soit en 2014, sa mission d'achever le cadastre national. Les employés de l'Agence évoquent un problème de compétences. La vie de l'Agence étant liée à l'achèvement du cadastre, ils revendiquent, par ailleurs, l'intégration de l'Agence dans l'organigramme du ministère des Finances.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Dotée de statut d'entreprise publique à caractère administratif (EPA), l'Agence nationale du cadastre, créée en 1989, bute, souligne la correspondance signée par le SG de la SNTC Belkacem Koudil, sur deux problèmes majeurs. L'un est réglementaire, car, avance-t-on, les textes régissant et l'Agence et l'opération du

cadastre ne sont pas adaptés et l'autre de ressources, car elle ne dispose pas de cadres suffisants. Dans une correspondance adressée au ministre des Finances, qui est lui-même le président du conseil d'administration de l'Agence, le Syndicat national des travailleurs du cadastre (SNTC) estime qu'il faudrait plutôt revoir le statut de l'Agence et créer une école nationale spécialisée pour la doter de cadres compétents capables d'assurer la relève des responsables devant bientôt prendre leur retraite.

Ainsi, le syndicat, qui s'inquiète du sort des employés de l'Agence une fois sa mission terminée, propose de remplacer l'Agence par une direction générale qui sera rattachée au ministère des Finances telle que la DG des impôts ou des

domaines de l'Etat... Un tel statut permettra de créer de nouveaux postes budgétaires pour pallier le déficit dont souffre l'Agence. «La plupart des employés de l'Agence n'ont bénéficié d'aucune promotion.

Or, nous remarquons que les autres directions du ministère des Finances bénéficient d'un nombre important de postes budgétaires, contrairement à l'Agence que ne dispose que de 3 159 employés, un nombre qui n'a pas beaucoup évolué sur une période de dix ans (3 000 il y a dix ans)», peut-on lire dans ladite correspondance. Et d'ajouter : «Monsieur le ministre, si tous les textes réglementaires édictés par le FMI ont été amendés, nous vous invitons ainsi que le législateur algérien à se pencher sur le dossier du cadastre.»

Il convient, enfin, de signaler que le fonds documentaire réalisé jusqu'ici par l'Agence, selon les chiffres diffusés sur son site web, note, en matière d'accès à la propriété foncière, 4 822 périmètres créés et 47 158 îlots et lots délimi-

tés pour une superficie totale levée de 564 438 ha. En matière d'assainissement du secteur agricole, le nombre d'exploitations agricoles délimitées (EAC-EAI) est de 81 862 pour une superficie levée de 2 663 824 ha. La superficie des terres nationalisées dans le cadre de la révolution agraire et restituées est de 212 946 ha. Le nombre de périmètres traités en termes de propriété foncière par voie de concession est de 222 pour une superficie de 53 818 ha.

Le cadastre national est «un fonds documentaire comportant par commune, la représentation graphique et l'inventaire foncier du territoire communal dans tous les détails, c'est-à-dire représenter graphiquement sur un plan tous les immeubles bâtis ou non bâtis et préciser toutes les informations concernant la consistance physique ou matérielle des immeubles, de la nature d'occupation du sol, du mode d'exploitation et les propriétaires et titulaires apparents de droits réels reconnus sur le terrain».

L. H.

COOPÉRATION DANS L'ESPACE MÉDITERRANÉEN

Le modèle économique en débat

Ce qui est communément appelé printemps arabe est loin d'avoir comme élément déclencheur réel l'immolation du jeune Bouazizi en Tunisie qui ne serait qu'un simple fait dont la presse s'est saisie pour faire dans l'événementiel. C'est là la conviction de Jean-Louis Reifers, président du Conseil scientifique du forum euro-méditerranéen des instituts des sciences économiques qui animait, dans l'après-midi de ce lundi à l'hôtel Hilton d'Alger, une conférence sur le modèle de coopération économique dans l'espace méditerranéen. Pour l'invité de l'Institut national des études stratégiques globales, cinq raisons sont à l'origine des bouleversements que connaît le monde arabe depuis plus d'une année. Il s'agit d'une réelle et profonde attente démocratique, d'une gouvernance qui a montré ses limites, l'élite qui a été laissée sur la touche, le développement rural à même de garantir l'indépendance alimentaire qui n'a pas été pris en compte, la jeunesse laissée-pour-compte et, enfin, le déséquilibre régional. Autant de facteurs qui doivent, selon le conférencier, prévaloir dans toute démarche des politiques dans la perspective de nouer des contrats d'association et autres traités. Des politiques qui doivent aussi prêter une oreille attentive aux économistes qui, à leur tour, se doivent de revoir leurs copies et faire leur mea-culpa. Pour Reifers, il n'y a plus de recette universelle qui, par ailleurs, a mené à la catastrophe et a montré bien ses limites avec tous les soucis économiques que connaît le Vieux-Continent. C'est sur cette base que le conférencier invitera l'Algérie qu'il gratifiera, au passage, de bons points comme il ne l'a jamais fait auparavant, à bien négocier son entrée à l'OMC mais aussi dans ses négociations avec l'UE autour du démantèlement tarifaire, sur la base de ses atouts et de ses points faibles. A l'appui de son constat dont il distingue nettement notre pays des autres en proie à des turbulences, le lancement de nombreux projets touchant à la fois à l'infrastructure de base, le développement rural et les énergies renouvelables. Mais il ne se privera pas de délivrer quelques conseils en mettant l'accent sur la nécessité de prioriser l'éducation et la formation à même de produire des innovateurs qui auront à encadrer et à mener à bon port le processus d'investissement. Reifers estime indispensable pour le pays d'arrêter l'hémorragie qui caractérise son élite, contrainte à l'exil du fait d'un environnement non propice à son épanouissement.

M. Kebci

ÉCHEC DANS LA RÉALISATION DE MARCHÉS DE DÉTAIL ET DE PROXIMITÉ

L'UGCAA accuse les collectivités locales

Le projet d'un réseau de marchés de gros, de détail et de proximité lancé dans le cadre du plan quinquennal 2010-2014 piétine, selon l'UGCAA, et ne pourra voir le jour dans les délais. Les collectivités locales, investies dans la préparation des prochaines échéances électorales, ne pourront assurer la concrétisation du projet, pourtant inscrit dans le cadre du programme du président de la République, rappelle le porte-parole de l'UGCAA.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Annoncé en grande pompe en 2009, le programme de réalisation d'un grand réseau de marchés de détail de proximité à travers le territoire national risque de ne pas voir le jour de sitôt, s'inquiètent les responsables de l'Union générale des commerçants algériens. Ils expliquent cette situation par le fait que les collectivités locales n'aient pas pris en charge le projet, notamment concernant la réalisation des marchés de proximité.

«Une grande partie des collectivités locales, soit près de 80 %, n'ont pas encore à ce jour désigné les assiettes de terrain qui devront accueillir ces marchés. Cette situation ne peut trouver de solution d'autant que la priorité est donnée pour les prochains mois à la prépa-

ration des échéances électorales», explique M. Boulouar, porte-parole de l'UGCAA. Ce dernier rappellera que plus d'une trentaine de marchés de gros devaient être réalisés en plus de 800 marchés de détail et 1 000 marchés de proximité. Ceci, dans le but d'assurer la réalisation d'un réseau national de distribution. Selon l'UGCAA, la mise en service de ce réseau permettrait de venir à bout du marché informel, de créer de nouveaux postes d'emploi. «Un million de postes d'emploi directs peuvent être créés à travers ce réseau», souligne notre interlocuteur. Pour le porte-parole de l'UGCAA, les marchés programmés assureront aussi la stabilité des prix, notamment des fruits et légumes, et permettront de diminuer l'écart entre

les prix affichés au niveau des marchés de gros et ceux des étals des détaillants. «Actuellement, c'est l'envolée des prix. A titre d'exemple, les prix affichés au détail représentent le double des tarifs du gros. Normalement, l'écart ne doit pas dépasser les 30%», assure M. Boulouar.

Il précisera, par ailleurs, que les quantités de légumes sont disponibles au niveau des marchés de gros mais ne peuvent être distribuées correctement en raison de l'absence de commerces réservés à cet effet au niveau des quartiers.

Cette situation engendre une hausse des prix, en raison des quantités réduites de marchandises disponibles sur le marché. «Les collectivités locales doivent assumer l'échec du programme de marchés de proximité et de détail», dira, par ailleurs, M. Boulouar, rappelant que le consommateur subit les conséquences de cette situation qui, aussi, crée une anarchie au sein de la filière fruits et légumes.

F.- Z. B.